



CHAPITRE 66

Loi conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec

[Sanctionnée le 15 avril 1943]

CHAPTER 66

An Act to confer certain powers on the corporation of the parish of Ste. Foy, in the county of Quebec

[Assented to, the 15th of April, 1943]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec, a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est régie par le Code municipal;

Que son territoire est adjacent à la cité de Québec;

Qu'elle a besoin, dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration comme en raison de son expansion rapide, d'adopter un "Règlement de zonage et de construction" aux fins d'ordonner immédiatement cette expansion en fonction de la sécurité, de l'hygiène, de l'économie et de l'esthétique et, conséquemment, pour prévenir le gâchis et les expropriations ruineuses qu'une expansion non réglementée ne manquerait pas d'occasionner;

Qu'en vue de l'adoption de son "Règlement de zonage et de construction" elle a besoin de certains pouvoirs additionnels à ceux que lui accordent déjà le Code municipal, et, plus particulièrement, l'article 392a dudit code;

Qu'à cause de conditions spéciales qui prévalent en son territoire, elle a notamment besoin des pouvoirs de: a) de réglementer l'espèce et la situation des arbres le long des rues et chemins; b) d'homologuer suivant plan les principales voies et rues, de les classer et d'en fixer la largeur; c) de classer et grouper les édifices, d'après leur usage, la nature de leurs matériaux et les rues où ils doivent

WHEREAS the corporation of the parish of Ste. Foy, in the county of Quebec, has, by its petition, represented:

That it is governed by the Municipal Code;

That its territory adjoins the city of Québec;

That, in the interest of the ratepayers and of proper administration as well as by reason of its rapid expansion, it has need to adopt a "Zoning and Building By-law" for the purpose of forthwith regulating such expansion in the interests of safety, hygiene, economy and aesthetics, thus avoiding the confusion and the ruinous expropriations which would be the inevitable result of unregulated expansion;

That with a view to the adoption of its "Zoning and Building By-law", it is in need of certain powers in addition to those it already enjoys under the Municipal Code, and more particularly under article 392a of the said code;

That by reason of special conditions prevailing in its territory, it has special need of power: (a) to regulate the kind and the location of trees along the streets and roads; (b) to homologate, classify and fix the width of main roads and streets according to plan; (c) to classify and group buildings according to their use, the nature of the materials of which they are constructed and the streets

être construits; *d*) de réglementer le nombre et la hauteur des étages des édifices ainsi que les dimensions de leurs murs extérieurs et de fondation; *e*) de réglementer le niveau des planchers de cave et de sous-sols par rapport aux niveaux des canaux d'égouts, au niveau de la chaussée et au niveau du terrain nivelé en permanence autour de l'édifice; *f*) d'exiger qu'une subdivision de lot sur laquelle on érige une construction, soit cadastrée avant l'émission d'un permis pour telle construction; *g*) de réglementer et de prohiber les affiches, enseignes et panneaux-réclame; *h*) de réglementer la ventilation des cabinets d'aisance et d'en fixer le nombre dans les stations de services; *i*) d'amender, à certaines conditions, tout règlement passé sous l'article 392a du Code municipal,—qu'elle a besoin, en outre, pour la bonne administration de ses affaires:—*j*) de diviser la municipalité en quartiers de votation avec attribution de siège à chaque quartier; *k*) d'amender sans référendum les règlements Nos 66-68 aux fins de soustraire aux obligations desdits règlements les propriétaires construits sur des rues détachées de lots originellement sujets aux susdits règlements et le droit de les imposer de nouveau pour leurs trottoirs; et

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins susdites et qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de *Loi conférant certains pouvoirs à la Corporation de la paroisse de Ste-Foy, comté de Québec.*

"Corporation".

2. Chaque fois que, dans la présente loi, se trouve le mot "corporation", il désigne la corporation de la paroisse de Ste-Foy.

C.M., a. 399, rempl. pour la corporation.

Règlements:

3. L'article 399 du Code municipal est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

"399. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

where they are to be built; *(d)* to regulate the number and height of the stories of buildings and the dimensions of their exterior and foundation walls; *(e)* to regulate the level of cellar and basement floors in relation to sewer and roadway levels and to the elevation of the permanently levelled ground around the building; *(f)* to require that a subdivision of any lot on which a construction is being erected be cadastrated before a permit for such construction is issued; *(g)* to regulate or prohibit signs, posters and advertising signboards; *(h)* to regulate the ventilation of water-closets and to fix the number of such conveniences in service stations; *(i)* to amend, on certain conditions, any by-law passed under article 392a of the Municipal Code,—that it needs in addition, for the proper administration of its affairs: *(j)* to divide the municipality into polling wards, assigning a seat to each ward; *(k)* to amend, without referendum, by-laws Nos. 66-68 so as to relieve from the obligations thereby imposed the proprietors who have built on streets detached from lots originally subject to the said by-laws, with the right to assess them anew for their sidewalks; and

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the *Parish of Ste. Foy Corporation Powers Act.* Short title.

2. The word "corporation", wherever it occurs in this act, means the Corporation of the parish of Ste. Foy.

3. Article 399 of the Municipal Code is replaced, for the corporation, by the following: M.C., art. 399, replaced for corporation.

"399. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws: By-laws.

Arbres;

1. Pour empêcher d'abattre, d'endommager ou de détruire les arbres plantés ou conservés pour l'ombre ou l'ornement, tant sur la voie publique que sur la propriété privée;

Pour prohiber la plantation de peupliers et de saules, sur une lisière de terrain de vingt pieds le long des rues, réglementer la plantation de tous autres arbres le long des rues sur ladite lisière et décréter qu'aucune plantation d'arbres ne sera faite sans qu'au préalable un permis n'ait été obtenu de l'officier nommé par le conseil;

Abus préjudicia-
bles à
l'agricul-
ture;

2. Pour prévenir ou faire cesser tous les abus préjudiciables à l'agriculture, au sujet desquels la loi ne contient aucune disposition;

Fourrière-
res.

3. Pour établir des enclos publics, afin d'y mettre en fourrière les animaux pris errants sur une grève, une batture, un chemin, une place publique, ou sur un terrain autre que celui de leurs propriétaires.

Les dispositions du présent paragraphe 3 sont impératives pour toute corporation de ville ou de village."

Plans ou
cartes du
territoire.

4. Le conseil peut faire des règlements pour décréter la confection de plans ou cartes de tout le territoire compris dans la municipalité et sujet à sa juridiction, avec indication des voies, rues, ruelles et places publiques, et des dimensions nouvelles que le conseil de la municipalité entend leur donner; et ces plans ou cartes, une fois confirmés par la Cour supérieure, sur requête à cette fin présentée au moins quinze jours après la publication d'un avis public, deviennent obligatoires pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés et pour toute autre personne.

Enregis-
trement
de juge-
ment.

Toutefois les droits conférés à la corporation par lesdits plans confirmés ou par la modification ci-après prévue desdits plans, ne pourront affecter un immeuble que par l'enregistrement au bureau de la division d'enregistrement dont fait partie la municipalité, du jugement confirmant lesdits plans ou leur modification, accompagné d'une copie desdits plans ou desdits plans modifiés et d'un avis décrivant, suivant l'article 2168 du Code civil, les immeubles

1. To prevent the cutting down, damaging or destruction of trees planted or kept for shade or ornament, either on public roads or on private property;

To prohibit the planting of poplar or willow trees on a twenty-foot strip of land along streets, to regulate the planting of all other trees on the said strip of land and to enact that no trees shall be planted unless a permit has been previously obtained from the officer appointed by the council;

2. To prevent or cause to be done away with all abuses prejudicial to agriculture, and not provided for by law;

3. To establish pounds, in which animals found straying on beaches, flats, roads or public places, or on the property of another than their owner, may be impounded.

The provisions of paragraph 3 are binding on every town or village corporation."

4. The council may make by-laws to order plans or maps to be made of all territory comprised within the municipality and subject to its jurisdiction, indicating the public roads, streets, lanes and squares, and any new dimensions which the council of the municipality intends to prescribe for them; and such plans or maps, when confirmed by the Superior Court upon a petition to that effect submitted at least fifteen days after the publishing of a public notice, shall become binding upon the municipality, the interested proprietors and all other persons.

Nevertheless, the rights accruing to the corporation from the confirmation of the said plans or from the amendment thereof as hereinafter provided shall not affect an immovable unless the judgment confirming such plans or the amendment thereof is registered in the office of the registration division in which the municipality is situated, together with a copy of such plans or amended plans and a notice describing, as required by article

Trees;

Agricultural
abuses;

Pounds.

Plans or
maps of
territory.Judgment
to be
regis-
tered.

affectés par tels plans ou tels plans modifiés.

Radia-
tion.

Lorsqu'un jugement aura confirmé la modification desdits plans et aura libéré un immeuble des droits résultant desdits plans ou de leur modification, le registra-
teur de la division d'enregistrement com-
prenant ladite municipalité pourra, sur
requisition écrite, radier contre tel im-
meuble les enregistrements des jugements
et avis ci-dessus prévus.

2168 of the Civil Code, the immoveables
affected by such plans or amended plans.

When by the judgment confirming the
amendment of such plans an immoveable
is freed of the rights resulting from such
plans or from the amendment thereof, the
registrar of the registration division in
which the said municipality is situated
may, upon written requisition, cancel the
registration of the judgments and notices
hereinabove referred to against such im-
moveable.

Cancell-
ation of
registra-
tion.

Dépôt de
double.

5. Lorsqu'ils sont terminés et approu-
vés par le conseil, il doit être déposé un
double de chacun de ces plans au bureau
du protonotaire de la Cour supérieure
pour le district où est située la municipalité,
et un autre double aux archives de la mu-
nicipalité, et quand ces plans ont été con-
firmés et ratifiés par la cour, le secrétaire-
trésorier de la municipalité doit inscrire
sur le double de chacun de ces plans,
déposé aux archives de la municipalité, la
mention de telle confirmation comme suit:
"Confirmé par la Cour supérieure le...
jour de...".

5. When completed and approved by
the council, a duplicate of each such plan
shall be deposited in the office of the
Prothonotary of the Superior Court for
the district in which the municipality is
situated, and another duplicate in the
archives of the municipality, and when
such plans have been confirmed and
ratified by the Court, the secretary-treas-
urer of the municipality shall inscribe,
on the duplicate of each such plan deposi-
ted in the archives of the municipality, a
memorandum of such confirmation as
follows: "Confirmed by the Superior
Court on the ... day of".

Duplicate
plan to be
deposited.

Effet de
l'homolo-
gation du
plan.

6. Lorsque l'une des nouvelles voies,
rues ou places publiques tracées sur le plan
qui s'y rapporte, est ouverte, ou qu'une des
voies, rues ou places publiques en exis-
tence et désignée sur le plan, est élargie
ou prolongée, aucune indemnité ni dom-
mages-intérêts ne peuvent être réclamés
ni accordés pour des bâtiments érigés ou
des améliorations exécutées ou des con-
trats passés postérieurement à la confir-
mation du plan, par des propriétaires ou
d'autres personnes, sur un terrain réservé,
soit pour l'ouverture de nouvelles voies,
rues ou places publiques, soit pour leur
élargissement, prolongement ou agran-
dissement.

6. When any new public road, street
or square, marked on the plan relating
to it, is opened, or when any existing public
road, street or square indicated on the
plan is widened or extended, no indemnity
or damages may be claimed or granted
for buildings erected or improvements
made or contracts entered into subse-
quently to the confirmation of the plan,
by the owners or other persons, on any
land reserved either for the opening of
new public roads, streets or squares, or for
widening, extending or enlarging them.

Effect of
homolo-
gation of
plan.

Change-
ments.

Mais rien dans le présent article n'en-
lève à la municipalité le droit d'élargir ou
de prolonger, après la confirmation du
plan, les voies, rues ou places publiques
qui y sont désignées, ou de renoncer à
l'ouverture, à l'élargissement et au pro-
longement de toute voie, rue ou place pu-
bliques indiquées sur le plan. Toutefois,
aucune altération ou modification de ce

But nothing in this section shall de-
prive the municipality of the right to
widen or extend, after the confirmation
of the plan, the public roads, streets or
squares indicated thereon, or to renounce
the opening, widening or extension of any
public road, street or square indicated on
the plan. But no such alteration or
amendment can be made unless ordered

Altera-
tions.

genre ne peut être exécutée, si elle n'est décrétée par règlement du conseil, adopté à une séance où la majorité de ses membres sont présents, et sur requête signée par la majorité des propriétaires intéressés à ces changements.

Modifica-
tion du
plan.

Sur requête présentée par la corporation et après les mêmes avis que ceux mentionnés dans l'article 4 de la présente loi, tout juge de la Cour supérieure peut ordonner que les doubles du plan soient modifiés en conséquence.

by by-law of the council, adopted at a meeting at which the majority of its members are present, and upon a petition signed by the majority of the property-owners interested in such changes.

Upon a petition submitted by the corporation and after the same notices as those mentioned in section 4 of this act, any judge of the Superior Court may order that the duplicates of the plan be amended accordingly.

Order to
amend
plan.

C.M., a.
468, remp.
pour la
corpora-
tion.
Largeur
des rues.

7. L'article 468 du Code municipal est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

"468. Toute nouvelle voie ou rue, ouverte après l'adoption d'un "Règlement de zonage et de construction" devra avoir, au minimum une largeur de cinquante pieds.

Idem.

Néanmoins toute corporation peut, avec la permission du lieutenant-gouverneur obtenue sur requête à lui adressée, dans des cas spéciaux et exceptionnels, ordonner que la largeur soit moindre que celle ci-dessus prescrite, mais pas moindre, toutefois, que vingt-six pieds, mesure française, entre les clôtures de chaque côté.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Les articles 5887 et 5888 des Statuts réformés, 1909, restent applicables aux municipalités qu'ils désignent."

7. Article 468 of the Municipal Code M.C., art. 468, is replaced, for the corporation, by the following:

"468. Every new road or street, opened after the adoption of a "Zoning and Building By-law", shall be of a minimum width of fifty feet.

Width of
streets.

Any corporation may, however, with the permission of the Lieutenant-Governor obtained upon petition, in special and exceptional cases, order that the width be less than that above prescribed, but not less than twenty-six feet, French measure, between the fences on either side.

Idem.

Articles 5887 and 5888 of the Revised Statutes, 1909, shall continue to apply to the municipalities indicated therein."

Provi-
sions to
apply.

C.M., a.
392a, remp.
pour la
corpora-
tion.

8. L'article 392a du Code municipal décrété par l'article 14 de la loi 20 George V, chapitre 103 et modifié par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 72 et l'article 13 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

Règle-
ments de
construc-
tion et
zonage.

"392a. Toute corporation de village de même que toute corporation rurale dont le territoire est adjacent à un parc national, à une cité ou à une ville, peut sujet aux dispositions des lois provinciales faire, amender ou abroger des règlements pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, et celle de leurs étages, cheminées, souches de cheminée et autres constructions; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminées, cheminées ou autres ouvrages n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition; pour prescrire la profondeur

8. Article 392a of the Municipal Code, M.C., as enacted by the act 20 George V, chapter 103, section 14, and amended by the acts 4 George VI, chapter 72, section 1, and 5 George VI, chapter 69, section 13, is replaced, for the corporation, by the following:

"392a. Every village corporation and every rural corporation, the territory whereof adjoins a national park, city or a town, may, subject to the laws of the Province, make, amend or repeal by-laws: to regulate the height of all buildings and of the stories thereof, chimneys, stacks and other structures; to prevent the construction or maintenance of the buildings, walls, stacks, chimneys and other structures as are not of the required stability, and provide for their destruction; to prescribe the depth of cellars and basements, the material and methods of construction

Building
and
zoning
by-laws.

à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, ainsi que les dimensions de ces murs, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et murs extérieurs, ainsi que le mode à suivre, et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que doivent avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée, et appareils de chauffage, et les matériaux, dont ils doivent être composés; pour régler le niveau des planchers de cave et de sous-sols; pour réglementer l'endroit où devront se trouver, dans les limites de la municipalité, les établissements de trafic, de commerce, les industries, et édifices destinés à des usages particuliers; pour réglementer la direction des rues et voies publiques et la distance à conserver entre elles, ainsi que le genre d'édifices qui pourront y être érigés, en tenant compte de la nature des matériaux entrant dans leur construction, du nombre de leurs étages, et suivant qu'ils seront des édifices isolés, bloqués ou jumelés; pour diviser la municipalité en arrondissements ou zones dont le nombre, la forme et la superficie paraîtront le plus convenable aux fins de cette réglementation, et, quant à ces districts ou zones, réglementer et prescrire l'architecture, les dimensions et la symétrie des édifices y érigés, la superficie des lots qui pourra être occupée par les édifices, l'espace qui doit être laissé entre les édifices et à quelle distance de l'alignement de la rue les édifices devront être construits, et réglementer la nature des établissements de commerce, d'affaires et d'industrie; pour obliger le propriétaire à soumettre les plans des bâtiments à l'inspecteur des bâtiments ou autre officier, et obtenir de celui-ci un certificat constatant l'approbation des plans et autorisant la construction; pour empêcher la construction de bâtiments et ouvrages non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme auxdits règlements, et pour ordonner la démolition, si c'est nécessaire, de

of foundations and foundation walls, and the dimensions of such walls, the manner of construction and location of drains and sewer pipes, the thickness, materials and construction of party walls, partitions and outside walls, the size and material of floor beams, girders, piers, columns, roofs, chimney flues and heating apparatus; to regulate the level of cellar and basement floors; to regulate the location within the municipality of trades, businesses, industries and buildings designed for specific uses; to regulate the direction of public streets and roads and the distance to be left between them, as well as the kind of buildings which may be erected thereon, having regard to the nature of the materials entering into their construction and the number of stories and according as such buildings are to be detached, in terraces or semi-detached; to divide the municipality into districts or zones of such number, shape and area as it may deem best suited for the purpose of such regulation, and, with respect to such districts or zones, regulate and prescribe the architecture, dimensions and symmetry of buildings therein, the area of lots which may be occupied by buildings, the distances to be left between buildings and the distance from the street line at which any buildings may be built, and to regulate the character of the trades, businesses and industries; to compel the proprietors to submit the plans of buildings to the building inspector or any other officer and to obtain from the latter a certificate approving of the plans and authorizing the work; to prohibit the construction of buildings and structures not conforming to such by-laws, and to direct the suspension at any time of the erection of any building as does not conform to such by-laws, and to cause the demolition, if necessary, of any such building erected after the coming into force of the by-laws authorized by this article.

tout tel bâtiment dont la construction est postérieure à l'entrée en vigueur des règlements autorisés par le présent article.

Modifica-
tion ou
abroga-
tion.

Tout règlement adopté en vertu du présent article ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé par le vote, pris au scrutin secret, de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans chaque arrondissement ou zone auquel s'applique la modification ou l'abrogation proposée.

Any by-law adopted under this article can only be amended or repealed by another by-law approved by the vote, by secret ballot, of the majority in number and in value of the electors who are owners of immovables situated in each district or zone to which the proposed amendment or repeal applies.

Amend-
ment or
repeal.

Abroga-
tion de
règle-
ments
actuels.

9. Les règlements de la corporation concernant le zonage, la construction, ou les deux, actuellement en vigueur, pourront être abrogés à compter de l'entrée en vigueur d'un règlement général de zonage et de construction édicté sous l'autorité de l'article 8 de la présente loi, lequel pourra être adopté par le conseil de la corporation sans être soumis au vote prescrit à l'article précédent.

9. The by-laws of the corporation now in force respecting zoning or building or both may be repealed as from the coming into force of a general zoning and building by-law, enacted under section 8 of this act, which may be adopted by the council of the corporation without being submitted to the vote prescribed in the preceding section.

Repeal of
existing
by-laws.

C.M., a.
414a, remp.
pour la
corpora-
tion.

10. L'article 414a du Code municipal, décrété par l'article 15 de la loi 18 George V, chapitre 94, est remplacé, pour la corporation, par le suivant :

10. Article 414a of the Municipal Code, M. C., as enacted by the act 18 George V, chapter 94, section 15, is replaced, for the corporation, by the following :

M. C.,
art. 414a,
replaced
for cor-
poration.

Règlemen-
tation des
affiches,
etc.

"414a. Toute corporation locale autre qu'une corporation de village ou de ville peut faire, amender ou abroger des règlements pour prohiber, restreindre ou autrement réglementer l'érection ou l'exposition d'affiches, de panneaux-réclame, d'enseignes, de placards et autres moyens quelconques d'affichage."

"414a. Every local corporation, other than a village or town corporation, may make, amend or repeal by-laws to prohibit, restrict or otherwise regulate the erection or display of posters, advertising signboards, signs, placards or other means whatsoever of bill-posting."

Regula-
tion of
signs, etc.

Lotisse-
ment obli-
gatoire.

11. Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Foy, aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

11. In the municipality of the parish of Sainte-Foy, no building permit shall be granted unless the land upon which each construction is to be erected forms a distinct lot on the official cadastral plan or on a subdivision plan made and deposited in conformity with article 2175 of the Civil Code.

Subdivi-
sion obli-
gatory.

"Con-
struc-
tion".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction avec ses dépendances.

In the above provision, the word "Construction" means a construction with its dependencies.

Restric-
tion.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture."

The provisions of this section shall not apply to constructions, for agricultural purposes, on lands under cultivation."

Restric-
tion.

Cabinets
d'aisance.

12. La corporation de la paroisse de Ste-Foy pourra réglementer la ventilation dans les cabinets d'aisance et en fixer le nombre à au moins deux dans les stations de service pour véhicules automobiles.

12. The corporation of the parish of Ste. Foy may regulate the ventilation of water-closets and fix the number thereof at not less than two in service stations for motor vehicles.

C.M., a.
80, remp.
pour la
corpora-
tion.

13. L'article 80 du Code municipal, modifié par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 100 et l'article 1 de la loi 13 George V, chapitre 84, est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

13. Article 80 of the Municipal Code, M. C., as amended by the acts 12 George V, art. 80, chapter 100, section 1, and 13 George V, art. 80, replaced for corporation, chapter 84, section 1, is replaced, for the corporation, by the following:

Maire et
conseil-
lers.

"80. Le conseil local se compose d'un maire et de six conseillers élus par les électeurs de la municipalité, en la manière ci-après indiquée, ou nommés par le lieutenant-gouverneur, quand il n'y a pas eu d'élection.

"80. The local council is composed of a Mayor and six councillors elected by the electors of the municipality in the manner hereinafter set forth, or appointed by the Lieutenant-Governor, where no election has taken place.

Numéro-
tage des
sièges.

Sur résolution du conseil d'une municipalité, approuvée par le ministre des affaires municipales, le siège de chaque conseiller sera désigné par un numéro et le conseil municipal devra, par résolution, assigner à chaque conseiller, le numéro qui désignera son siège.

Upon a resolution of the council of any municipality approved by the Minister of Municipal Affairs, the seat of each councillor shall be designated by a number, and the municipal council must, by resolution, assign, to each councillor, the number designating his seat.

Quartiers.

Sur résolution du conseil, approuvée par le ministre des affaires municipales, la corporation pourra diviser la municipalité en six quartiers, en fixer les bornes et attribuer à chaque quartier un siège de conseiller, avec un nom et un numéro désignant chaque siège."

Upon a resolution of the council, approved by the Minister of Municipal Affairs, the corporation may divide the municipality into six wards, fix the boundaries thereof and assign a councillor's seat to each ward, with a name and a number to designate each seat."

C.M., a.
259, remp.
pour la
corpora-
tion.

14. L'article 259 du Code municipal, modifié par l'article 2 de la loi 12 George V, chapitre 100, est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

14. Article 259 of the Municipal Code, M. C., as amended by the act 12 George V, art. 259, chapter 100, section 2, is replaced, for the corporation, by the following:

Mise en
nomina-
tion.

"259. Le président doit recevoir et mettre en nomination les noms de toutes les personnes présentées par écrit, par au moins deux électeurs présents.

"259. The presiding officer is bound to receive and propose as candidates, the names of all persons submitted to him in writing, by at least two electors present.

Idem.

Lorsque le conseil municipal aura passé une résolution en conformité de l'article 80, le bulletin de présentation devra mentionner les noms, prénoms, occupations des candidats, le numéro et le nom du siège et le nom du quartier attribué au siège, pour lequel ils seront mis en nomination, et être signé au long par les proposeurs."

When the municipal council has passed a resolution under article 80, the nomination-paper must mention the name, surname and occupation of the candidate, the number and name of the seat and the name of the ward assigned to the seat, for which he is nominated, and be signed at length by the proposers."

C.M., a.
274, remp.
pour la
corpora-
tion.

15. L'article 274 du Code municipal, modifié par l'article 7 de la loi 20 George V, chapitre 103, est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

15. Article 274 of the Municipal Code, M. C., as amended by the act 20 George V, art. 274, chapter 103, section 7, is replaced, for the corporation, by the following:

Droit de vote.	"274. Tout électeur peut voter pour autant de candidats qu'il y a de charges à remplir dans la municipalité, mais, dans le cas où les sièges sont numérotés en conformité de l'article 80, l'électeur ne peut donner qu'un vote pour chaque siège contesté.	"274. Every elector may vote for as many candidates as there are offices to be filled in the municipality, but, when the seats are numbered in accordance with article 80, the elector can cast only one vote for each contested seat.	Right to vote.
Domicile du candidat.	Toutefois, un candidat ne sera éligible au siège d'un quartier que s'il y est domicilié et proposé par écrit, par deux électeurs présents, qui y ont également leur domicile.	Nevertheless, no candidate shall be eligible for the seat in a ward unless he is domiciled therein and is nominated in writing by two electors present who also are domiciled therein.	Candidate's domicile.
Retard à voter.	L'électeur doit voter sans retard inutile, et sortir du bureau de votation aussitôt que son vote a été donné. Il doit être congédié s'il retarde indûment de le faire et son vote doit être refusé par le président."	Every elector shall vote without undue delay, and shall quit the poll as soon as his vote has been given. He must be sent away without having voted if he unduly delays doing so, and his vote must be refused by the presiding officer."	Delay in voting prohibited.
C.M., a. 291, rempl. pour la corporation. Avis de scrutin.	16. L'article 291 du Code municipal est remplacé pour la corporation, par le suivant: "291. Lorsque la votation est nécessaire, le président de l'élection doit, le dimanche suivant la mise en nomination, donner avis public qu'il y aura votation au scrutin secret à la date déjà mentionnée dans l'avis public en vertu de l'article 257, en indiquant les noms, prénoms, résidences et professions des candidats présentés, par ordre alphabétique, au siège de chaque quartier."	16. Article 291 of the Municipal Code is replaced, for the corporation, by the following: "291. When polling is necessary, the presiding officer must, on the Sunday following the nomination, give public notice that a poll by ballot will be held at the date already mentioned in the public notice given under article 257, giving, in alphabetical order, the name, surname, residence and occupation of each of the candidates nominated for the seat in each ward."	M. C., art. 291, replaced for corporation. Notice of poll.
C.M., a. 293, rempl. pour la corporation.	17. L'article 293 du Code municipal, modifié par l'article 2 de la loi 21 George V, chapitre 114, est remplacé, pour la corporation, par le suivant:	17. Article 293 of the Municipal Code, as amended by the act 21 George V, chapter 114, section 2, is replaced, for the corporation, by the following:	M. C., art. 293, replaced for corporation.
Boîtes de scrutin et bulletins.	"293. Dans l'intervalle entre la mise en nomination et la votation, le président se procure les boîtes de scrutin nécessaires, fait imprimer, pour chaque quartier, en nombre suffisant, les bulletins de vote aussi semblables que possible en tenant compte des sièges, lesquels bulletins doivent contenir les noms, prénoms, résidences et professions des candidats, et ce par ordre alphabétique.	"293. In the interval between nomination and polling, the presiding officer procures all necessary ballot-boxes, causes a sufficient number of ballots to be printed for each ward, as like each other as possible, taking the seats into account; and such ballots must contain, in alphabetical order, the name, surname, residence and occupation of each of the candidates.	Ballots and ballot-boxes.
Exception.	Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article 296, le ministre des affaires municipales, sur telle preuve qu'il juge suffisante de l'incapacité d'une municipalité de se munir des bulletins prévus par l'article 296, peut autoriser cette	Notwithstanding the provisions of this article and of article 296, the Minister of Municipal Affairs, on such evidence as he may deem sufficient of the inability of a municipality to provide itself with the ballot-papers prescribed by article	Exception.

municipalité à employer des bulletins de vote écrits au dactylographe."

296, may authorize such municipality to use typewritten ballot-papers."

C.M., a.
296, remp.
pour la
corpora-
tion.

Bulletin
de vote.

18. L'article 296 du Code municipal est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

"**296.** 1. Le bulletin de chaque électeur est un papier imprimé, appelé bulletin de vote, sur lequel doivent être imprimées les particularités indiquées dans l'article 293; et le bulletin de vote est aussi muni d'un talon avec ligne perforée entre le bulletin et le talon, le tout suivant la formule No 9, *mutatis mutandis*, ou la formule No 10, selon qu'il s'agit du bulletin pour l'élection du maire ou du bulletin pour l'élection des conseillers.

Papier.

2. Le bulletin de vote doit être imprimé sur papier à écrire suffisamment fort pour que la marque du crayon ne paraisse pas à travers, sur le dos.

Nom de
l'imprim-
eur.

Affidavit
de l'imprim-
eur.

3. Les bulletins de vote portent le nom de l'imprimeur qui en fait l'impression.

4. En délivrant les bulletins de vote au président de l'élection, l'imprimeur doit lui remettre un affidavit énonçant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de ces bulletins fournis au président de l'élection, et le fait que nuls autres bulletins n'ont été fournis par lui à qui que ce soit."

Modifi-
cation de
règle-
ments
d'em-
prunt.

19. La corporation est autorisée à amender sans référendum les règlements d'emprunts portant les Nos 66-68 aux fins de dégager des obligations imposées par lesdits règlements, les propriétaires de parties ou de subdivisions de lots originairement sujets auxdits règlements et à imposer aux susdits propriétaires de parties ou de subdivision de lots une nouvelle taxe spéciale pour les améliorations, savoir: trottoirs, éclairage de rues, entretien de chemin d'hiver, etc., dont ils bénéficient ou bénéficieront.

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

18. Article 296 of the Municipal Code is replaced, for the corporation, by the following:

"**296.** 1. The ballot of each voter is a printed paper, called a ballot, on which must be printed the particulars set out in article 293, and the ballot shall also be provided with a counterfoil, and there shall be a line of perforations between the ballot and the counterfoil, the whole as set forth in form No. 9 *mutatis mutandis*, or form No. 10, according to whether it is a ballot for the election of the mayor or of councillors.

M. C.,
art. 296,
replaced
for cor-
poration.
Particu-
lars of
ballot.

2. The ballot shall be printed upon Paper. writing paper sufficiently thick so that the pencil mark shall not appear through it on the back.

3. The ballots shall bear the name of the printer who prints them. Printer's name.

4. The printer shall, upon delivering the ballots to the presiding officer, file in his hands an affidavit setting forth the description of the ballots so printed by him, the number of ballots supplied to such officer, and the fact that no other ballots have been supplied by him to any one else." Affidavit of printer.

19. The corporation is authorized to amend, without a referendum, the loan by-laws bearing the Nos. 66-68, for the purpose of freeing the owners of portions or subdivisions of the lots originally subject to the said by-laws from the obligations imposed thereby, and to impose upon the said owners of portions or subdivisions of lots a new special tax for the improvements, namely: sidewalks, street lighting, maintenance of winter road, etc., by which they benefit or will benefit. Amend-ment of loan by-laws author-ized.

20. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.